

Personnalisation et pratiques du pouvoir dans le monde du renseignement et de la sécurité (II) : **François de Grossouvre à l'Élysée : un chargé de missions auprès du Président de la République ?**

par Floran Vadillo

Diplômé de Sciences Po Bordeaux et de l'Institut d'Histoire (Université Michel de Montaigne, Bordeaux 3)
Doctorant-allocataire de recherches à SPIRIT (Sciences Po, Bordeaux)

En mai 1981, lorsque François Mitterrand accède à la suprême magistrature, tous les nouveaux conseillers du Président font l'objet de citations dans les articles de presse ; François Durand de Grossouvre, sans conteste possible, bénéficie des faveurs de certains journalistes¹ et apparaît comme un proche du Président dont l'influence n'a d'égal que le mystère qui enveloppe ce médecin n'ayant jamais exercé.

Pourtant, ses attributions à l'Élysée, en 1981, ne sont une énigme pour personne : il coordonnera les services secrets. Mais, au fil des deux septennats, ce vieux compagnon du Président de la République connaîtra une progressive déchéance tant relationnelle que personnelle.

Un maître du compagnonnage mitterrandien

Fils d'un banquier français installé au Liban, formé chez les jésuites de Saint-Louis-de-Gonzague, docteur en médecine, maquisard dans la Chartreuse, François de Grossouvre, au sortir de la guerre, délaisse le serment d'Hippocrate pour les affaires grâce à un esprit aiguisé et un heureux mariage avec Claudette Berger, fille du riche industriel Antoine Berger.

Admis à la table de Pierre Mendès-France, il y rencontre François Mitterrand à la fin des années 1950 ; entre les deux hommes, la séduction opère et Grossouvre décide de lier son destin à l'homme du faux attentat de l'Observatoire (coup de génie ou appétence pour les sombres histoires ?). À ce titre, il l'accompagne lors de sa traversée du désert et de son voyage en Chine, en 1961². Toujours à l'orée des années 1960, aux côtés de fidèles mitterrandiens tels Georges Dayan, André Rousselet, Roland Dumas, Georges Beauchamp, Louis Mermaz, Laurence et Pierre Soudet, Léon Hovnanian, Claude Estier et Charles Hernu notamment³, il porte sur les fonds baptismaux la Ligue pour le Combat Républicain destinée à servir de nouveau tremplin à la carrière politique de François Mitterrand. Dans ce dessein, Grossouvre fait également office de grand argentier des campagnes électorales de son protégé et de ses proches⁴.

Couronnement de cet engagement sans faille, François de Grossouvre devient le parrain de la fille naturelle de François Mitterrand, Mazarine Pinget.

Pendant la campagne pour les élections présidentielles, entouré de Louis Mouchon⁵ et de Pierre

1. Ou'il fréquente assidûment, entretien du 11 mars 2008 avec Pierre d'Alançon, collaborateur de François de Grossouvre à l'Élysée de 1983 à 1986. Confirmé par Georges Marion, *Profession « fouille-merde »*, Paris, Seuil, 2008, p. 127, ainsi que Roger Faligot et Rémi Kauffer, « François de Grossouvre : l'œil de l'Élysée », in *Eminences grises*, Paris, Fayard, 1992.

2. Lors de l'entretien qu'il nous a accordé (entretien du 14 avril 2008), François Heisbourg déclare : « pour moi, cela dit tout de leur proximité ». Élément confirmé in Roger Faligot et Rémi Kauffer, *op. cit.*, p. 369.

3. Étaient également présents Joseph Barsalou, Ludovic Tron, Emile Aubert, Aimé Pastre, Jean Ramadier, Jean Baboulène ; noms recueillis dans l'excellente biographie de Charles Hernu rédigée par Jean Guis-

nel, *Charles Hernu, ou la République au cœur*, Paris, Fayard, 1993, p. 291 et 313, ainsi que in Roger Faligot et Rémi Kauffer, *op. cit.*

4. Ainsi, Charles Hernu recevra-t-il des subsides pour financer sa campagne électorale de 1962 à Lyon (in Jean Guisnel, *op. cit.*, p. 305). Dominique Hernu, entretien du 9 novembre 2009, confirme les faits tout en soulignant la modestie des sommes versées.

5. Selon Frédéric Laurent, collaborateur de Grossouvre à l'Élysée, entretien du 4 décembre 2007, le conseiller présidentiel était très lié à Louis Mouchon, ancien membre du service 7 du SDECE auprès duquel il aurait été un honorable correspondant dans les années 1950. Mouchon incarnait la figure du pur substrat SFIO au sein du service de renseignement.

Catherine⁶, il mène une réflexion sur la nécessaire réforme des services de renseignement et de sécurité. Cette entreprise donne lieu à la production de rapports remis au candidat-Premier secrétaire du PS, François Mitterrand. On y fait lecture des principaux reproches que la gauche adresse à ces services : « *un certain nombre [des] responsables [du SDECE] ont eu partie liée avec les instigateurs de complots contre les gouvernements républicains des IV^e et V^e Républiques [...]. La Gauche n'a pas, à l'heure actuelle, parmi les cadres des forces armées et de ces services, une audience favorable, surtout par son alliance avec le PC*⁷ ». Par conséquent, Grossouvre reproche au SDECE son manque de légalisme, son rôle de bras séculier de l'Élysée, sa militarisation excessive et, par le fait, son hostilité à la gauche et tout particulièrement aux communistes (Alexandre de Marenches, le directeur général du SDECE en place jusqu'en 1981, s'était fixé pour objectif premier de contrecarrer l'impérialisme soviétique et de pourchasser les « *taupes rouges* »⁸). Selon Pascal Krop, Louis Mouchon, promu conseiller de François Mitterrand, souhaitait diversifier la composition du SDECE⁹ en l'ouvrant aux élèves des Grandes Ecoles, etc.

Mais cette réflexion paraît quelque peu décousue et, surtout, menée en électron libre, sans autre guide que la volonté de l'ami du Premier Secrétaire. Le préfet Maurice Grimaud, qui participa à ces travaux, se remémore : « *je devais vite consta-*

*ter le caractère décousu du travail de cette équipe et de son animateur qui ne possédait ni la compétence, ni les capacités exigées par un tel travail de réflexion. Les réunions se tenaient dans une aimable pagaille, dans l'annexe du parti socialiste, place du Palais Bourbon*¹⁰. »

Par ailleurs, la véritable cellule de réflexion en matière de défense (et, par conséquent, de renseignement), se situe chez Jean-François Dubos, rue de Bièvres ; l'intéressé commente : « *c'étaient des réunions de militants socialistes pour l'essentiel [...] ou de proches du PS*¹¹ », des gens qui avaient des idées sur la défense « *ex cathedra* » ou des spécialistes ; ainsi Laurent Fabius, Jean Bécam, François de Grossouvre, François Heisbourg, Charles Hernu, François Cailleteau, le général de Barry et d'autres militaires, se côtoient-ils pour évoquer, fort marginalement, le devenir des services de renseignement et de sécurité : la Gauche doit-elle supprimer les services ? Dès lors, par quoi les remplacera-t-elle ? Par une ou plusieurs entités ? Placées sous l'autorité du Président de la République ou du Premier ministre ? Quel rôle pour le Quai d'Orsay ? Quels rapports organiser entre le SDECE et la DST ?

De fait, on constate que Grossouvre fait cavalier seul, avec la complaisance de François Mitterrand et de ses proches, sans véritablement agir en expert en matière de renseignement. En effet, si le docteur

6. Cadre dirigeant de Manpower (entretien précité avec Pierre d'Alançon), l'homme, très jeune résistant, aurait également fréquenté le service 7 selon Frédéric Laurent, entretien précité. Pierre Catherine, décédé dans le milieu des années 1980, aurait rédigé un rapport sur les services secrets qui serait actuellement aux Archives Nationales selon Frédéric Laurent.

7. Extraits d'un rapport publié dans *Les Socialistes et l'armée* de Pascal Krop, Paris, PUF, 1983.

8. Voir à cet effet Alexandre de Marenches et Christine Ockrent, *Dans le secret des princes*, Paris, Le Livre de Poche, Stock, 1986, 414 p.

9. Pascal Krop, *Les socialistes et l'armée*, op. cit., fournit toutes ces précisions ; voir également Roger Faligot et Rémy Kauffer, « La Gauche face aux détournements de services secrets », *Libération*, 30-31 mai 1981.

10. Entretien du 17 juin 2008 avec Maurice Grimaud. Le préfet revient sur les conditions de sa participation : « *Avant les années 1980 et après son départ de la fonction publique, Maurice Grimaud [MG] participait, auprès de Jacques Delors, à l'animation du club Echange et Projets, créé par ce dernier. Bien qu'il n'ait jamais adhéré à un parti ou manifesté ses opinions politiques, le préfet admet sa « sensibilité de gauche ». En 1980, MG souhaitait s'enquérir de l'état de*

réflexion de la gauche et notamment du PS qui se préparait à l'exercice du pouvoir. Il s'en ouvrit à son ami, Roger Ricard, ancien préfet de Lyon, qui dans ce poste avait fait la connaissance de François de Grossouvre, propriétaire d'un domaine dans l'Allier et proche ami de Mitterrand. François de Grossouvre se prévalait d'une mission que lui avait confiée celui-ci pour mener une réflexion sur quelques uns des problèmes (notamment en matière de renseignement) que devrait traiter la gauche lors de son accession au pouvoir. Présenté par Roger Ricard, MG se dit intéressé par ce projet et accepta de lui apporter son concours. »

11. Entretien du 28 septembre 2007 avec Jean-François Dubos. L'homme récuse le terme de cellule : « *on a tenu quelques réunions, il n'y avait pas de cellule* » tout en concédant qu'ils étaient animés par un souci de discrétion. Toutes les informations suivantes sur la cellule sont extraites de cet entretien sauf signalement. Pascal Krop, in « La difficile mutation du renseignement français », *Le Monde diplomatique*, août 1984 et Frédéric Laurent, in *Le cabinet noir : avec François de Grossouvre au cœur de l'Élysée de Mitterrand*, Paris, A. Michel, 2006, 250p., affirment que Louis Mouchon fréquentait cette cellule ; pour autant, Jean-François Dubos, entretien précité, déclare ne pas connaître Louis Mouchon. François Cailleteau, conversation téléphonique du 12 novembre 2007, confie : « *c'est la première fois que j'entends ce nom* ». Frédéric Laurent, entretien précité, finira par émettre des doutes quant à la fréquentation par Mouchon de cette cellule.

Grossouvre « *se complaisait dans le secret* »¹² et dans les services secrets (sans doute en rapport avec son passé résistant), il pratique le renseignement en « *amateur* »¹³.

L'Élysée en 1981-1982 : le difficile apprentissage du pouvoir

En mai 1981, François de Grossouvre rayonne : son ami vient d'être élu Président de la République et l'appelle auprès de lui à l'Élysée. Le 3 juin 1981 le *Journal Officiel de la République française* l'installe officiellement « chargé de mission auprès du Président de la République », à l'instar de Pierre Dreyfus et Paul Legatte. Le titre, créé par Georges Pompidou pour Pierre Juillet, charrie son lot de mystères et d'influence présumée¹⁴. Sous la présidence Giscard, il a notamment été décerné à Victor Chapot, financier des Républicains Indépendants, homme de réseaux et, dit-on, des services secrets¹⁵. Fort symboliquement, Grossouvre investit le bureau de ce dernier qu'il considère comme son homologue giscardien¹⁶. En effet, par goût et par imitation, il s'attribue la gestion des services secrets et des chasses présidentielles¹⁷ ; personne ne lui contestera ces attributions tant les hommes de gauche répugnent à traiter des affaires de renseignement et manquent de connaissance en la matière¹⁸. Le général Heinrich, membre du bureau

réservé au ministère de la Défense en 1981, explique ainsi l'empire de François de Grossouvre sur les services secrets : « *Mitterrand n'aimait pas traiter d'affaires de renseignement et François de Grossouvre était chargé, en 1981, de superviser*. »¹⁹

Pour mener à bien ces missions, François de Grossouvre recrute un assistant (Frédéric Laurent de 1981 à 1982, Félix Chioca en 1982-1983, puis Pierre d'Alançon jusqu'en 1986), deux secrétaires issues des rangs de l'armée, un garde du corps issu du GIGN (et non du GSPR) et un chauffeur²⁰.

Le chargé de mission a pu se saisir pleinement des affaires de renseignement à l'époque où Pierre Marion dirige le SDECE ; présent lors de la passation de pouvoirs Marenches-Marion²¹, Grossouvre joue le rôle d'intermédiaire élyséen auprès du directeur général. Il accompagne l'action réformatrice menée par Pierre Marion et reçoit chaque jour les notes du Service et des RG. Parfois même, le conseiller présidentiel intervient dans certaines affaires. Ainsi, Pierre Favier et Michel Martin-Rolland rapportent-ils la rencontre de Pierre Marion avec Rifaat El Assad (numéro 2 syrien, frère du Président Hafez) sous les auspices de François de Grossouvre, à Saint-Nom-la-Bretèche²². En effet, dans toutes les affaires ayant trait au Liban (où il a conservé de réels liens grâce aux activités bancaires de son père²³), au Maroc (il connaît person-

12. In Claude Gubler et Michel Gonod, *Le grand secret*, Paris, Editions du Rocher, 2005, p. 86.

13. Entretien précité avec Frédéric Laurent.

14. Cf. Samy Cohen, *Les conseillers du Président : de Charles de Gaulle à Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, PUF, 1980, p. 30-31.

15. Pour de plus amples détails, se reporter à Florian Vadillo, « Entre ombres et lumière : les éminences grises des Présidents de la République ou la nécessaire visibilité de l'invisible et de l'inexistant », communication à la journée d'étude doctorale « Les acteurs invisibles de la politique » organisée par l'Association des Jeunes Politistes de Bordeaux, le 14 janvier 2010 à Sciences Po Bordeaux, 19 p.

16. In Michel Charasse et Robert Schneider, *55 faubourg Saint-Honoré*, Paris, Grasset, 1996, p. 96. Confirmé par Jean Guisnel et Roger Falliot, *Histoire secrète de la V^e République*, Paris, La Découverte, 2006, p. 594. Selon Frédéric Laurent, *op. cit.*, p. 92, Grossouvre désirait aussi être l'équivalent d'un Henri Kissinger.

17. François de Grossouvre a la réputation d'être un excellent chasseur (témoignages de Pierre Joxe, entretien du 22 septembre 2007, et Michel Charasse, entretien du 26 septembre 2007, tous deux chasseurs) ; selon le général Quesnot, entretien du 11 septembre 2007, les chasses présidentielles constituent un excellent moyen de s'informer et d'étendre ses réseaux. À ce sujet, se reporter à l'article de Raphaëlle Bacqué, « Scènes de chasses présidentielles », *Le Monde*, 18 décembre 2009.

18. Sur ce sujet, se référer à Florian Vadillo, *Les socialistes et les services de renseignement et de sécurité : usage et politisation de l'administration du renseignement de 1981 à 2007*, Mémoire de master 2 de l'Institut d'Histoire, Bordeaux 3, 322 p. (+ 262 p. d'annexes).

19. Entretien du 29 novembre 2007 ; le général poursuit : « *Le ministre Hernu m'avait envoyé plusieurs fois chez François de Grossouvre* ». Le Bureau réservé correspond à une interface chargée des questions de renseignement au cabinet du ministre de la Défense.

20. Entretien précité avec Pierre d'Alançon et consultation de Pierre d'Alançon, *Mémoires de François de Grossouvre*, extraits inédits, 5 p.

21. Élément avancé par Pierre Marion (in *Mémoires de l'ombre, Un homme dans les secrets de l'État*, Paris, Flammarion, 1999, 300 p.) et par le général Heinrich, entretien précité.

22. In *La décennie Mitterrand I, Les ruptures (1981-1984)*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 308.

23. Frédéric Laurent, entretien précité, relate que Grossouvre était très lié aux frères Gemayel (en effet le père de Grossouvre connaissait très bien le patriarche Gemayel). Confirmé par Pierre d'Alançon, entretien précité.

nellement Hassan II et Dlimi, le chef des services secrets marocains), aux Corées²⁴ et au Gabon, l'homme s'avère incontournable²⁵.

Mais, de l'aveu de Frédéric Laurent, son collaborateur à l'Élysée, Grossouvre agit en dilettante, « *il était un peu superficiel quand même* »²⁶, et « *une fois que Pierre Marion est nommé au SDECE, il a laissé plus ou moins* »²⁷ les choses aller sans lui, intervenant parfois pour « *placer* » au SDECE une de ses connaissances²⁸. François Heisbourg, à ce titre, note que François de Grossouvre n'a jamais participé à une réunion de travail à l'Élysée ou dans un ministère²⁹ ; selon l'ancien conseiller de Charles Hernu, cet état de fait suffit à cerner la réalité et l'effectivité du rôle de Grossouvre à l'Élysée³⁰. Yves Bonnet sanctionne l'attitude du conseiller du Président en brossant de lui un portrait peu amène : « *l'inénarrable Grossouvre qui voulait jouer un rôle... un esprit un peu confus tout de même... il voulait prouver son influence sur le Président.* »³¹

François de Grossouvre se préoccupe également de la sécurité du Président et des siens (Mazarine Pingeot en particulier) ; à ce propos, il commande un rapport à la DGSE qui se révèle accablant pour le service des Voyages Officiels ; le conseiller présidentiel convainc alors François Mitterrand, avec l'aide de Charles Hernu, de remédier à ces carences dans la sécurité présidentielle et favorise

la nomination du Christian Prouteau³². Il s'adjoint également les services de Gilles Kaehlin³³, inspecteur des RG détaché auprès de l'Élysée en mai 1981³⁴. La principale mission du policier consiste à protéger Mazarine, l'objet de toutes les attentions de celui que le *Sunday Times* de Londres a institué, à juste titre, « *ministre de la vie privée* » de François Mitterrand ; un appartement voisin du sien, au 11 quai Branly, dans l'immeuble réservé aux conseillers du Président, abrite la petite fille qu'il surveille et protège avec zèle des regards indiscrets³⁵. A ce sujet, François de Grossouvre aurait entravé à la fois la parution dans le journal *Minute* d'une photographie du Président et de sa fille³⁶ et la publication d'un brûlot par Jean-Edern Hallier³⁷.

L'allégresse du printemps 1981 se heurte à la réalité de l'exercice du pouvoir : la gestion de la DGSE par Pierre Marion soulève les plus vives inquiétudes de François Mitterrand³⁸ ; les chaussetrappes qui se multiplient laissent le conseiller présidentiel quelque peu désemparé : à titre d'exemple, en novembre 1981, une dépêche AFP envoyée du Gabon, annonce de source SDECE que les troupes du colonel Mouammar Kadhafi qui rentrent du Tchad font demi-tour et fondent sur N'Djamena pour déposer le gouvernement de Goukouni Oueddeï soutenu par la France. L'information est démentie par Pierre Marion qui décele

24. Grossouvre souhaitait réunifier les deux Corées : dans cet objectif, il se rendait fréquemment dans les deux pays, in Roger Faligot et Rémi Kauffer, *op. cit.* Présence en Corée du Nord confirmée par l'amiral Lacoste, directeur général de la DGSE de 1982 à 1985 lors d'une conversation informelle. Cf. également Edwy Plenel, *Le Journaliste et le Président*, Paris, Stock, 2006, p. 441 et suivantes.

25. Entretien précité avec Frédéric Laurent. François Heisbourg, entretien précité, confirme l'étendue de ces relations, à l'instar d'Yves Bonnet, ancien directeur de la DST de 1982 à 1985, entretien du 19 avril 2008. Pierre d'Alañon (entretien précité) explique cette proximité avec les puissants : « *il avait su créer une relation très personnelle avec les chefs d'État* » notamment grâce à la chasse. L'assistant de Grossouvre (texte et entretien précités) ajoute à cette énumération le Pakistan. Or, selon François Heisbourg, entretien précité, le Pakistan relevait directement du général Jacques Mitterrand.

26. Frédéric Laurent, entretien précité ; confirmé par le général Heinrich, entretien précité.

27. Frédéric Laurent, entretien précité. Confirmé par Pierre Marion, *op. cit.*

28. Confirmé par Pierre Marion, *op. cit.* et par l'une des connaissances concernées qui a préféré conserver l'anonymat.

29. Exception faite de la réunion du 23 avril 1982 consacrée à la lutte antiterroriste.

30. Entretien précité.

31. Entretien du 19 avril 2008 avec Yves Bonnet, directeur de la DST de 1982 à 1985.

32. In Frédéric Laurent, *op. cit.*, p. 86. Confirmé par Michel Charasse, entretien précité.

33. Selon Frédéric Laurent, entretien précité, le nom de Gilles Kaehlin aurait été soumis à Grossouvre par le journaliste Georges Marion. Élément partiellement confirmé par le fait que les deux hommes étaient très amis cf. Georges Marion, *Profession « fouille-merde »*, *op. cit.*, p. 178 ; pour un portrait de Gilles Kaehlin, se reporter à l'ouvrage précité de Georges Marion, p. 178 à 184.

34. Yves Bertrand et Eric Branca, *Je ne sais rien... mais je dirai (presque) tout*, Paris, Plon, 2007, p. 116 ; Frédéric Laurent, *op. cit.*, rapporte que Kaehlin a d'abord été affecté aux VO (voyages officiels, la sécurité du Président jusqu'à la création du GSPR) avant de rejoindre pleinement l'équipe de Grossouvre.

35. Dans l'appartement attribué à Laurence Soudet, in Claude Gubler et Michel Gonod, *op. cit.*, p. 88.

36. In Frédéric Laurent, *op. cit.*, p. 126. Le conseiller aurait versé l'équivalent de 75000 euros.

37. In Roger Faligot et Rémi Kauffer, *op. cit.*

38. Se reporter à Floran Vadillo, travail universitaire précité.

la trace des réseaux Foccart et Elf, mais déclenche la fureur de François Mitterrand. L'Élysée réclame la vérité et mandate alors le général Saulnier, chef d'état-major particulier du Chef de l'État³⁹ ; La marginalisation de Grossouvre en matière de renseignement semble entamée ; la vague d'attentats d'avril 1982 renforce le mouvement : le pouvoir socialiste voit son amateurisme en matière de sécurité durement sanctionné et médiatisé. François Mitterrand procède alors à une réorganisation, nomme Joseph Franceschi Secrétaire d'État à la Sécurité Publique et Christian Prouteau à la tête d'une mission de coordination de la lutte contre le terrorisme ; le Président charge également le général Saulnier du suivi de la DGSE et échoient à son cabinet les services du ministère de l'Intérieur (DST et DCRG). Grossouvre se débat, tente de reprendre la main et organise même des réunions avec des intellectuels proches du pouvoir, tel Gilles Perreault⁴⁰.

Le départ de Pierre Marion, en novembre 1982, semble fortement amoindrir l'aura de Grossouvre sur les affaires de renseignement en dépit de sa très forte et indéniable implication dans les premiers mois du septennat⁴¹. Néanmoins, pour procéder au remplacement de Pierre Marion, François de Grossouvre est toujours à la manœuvre et contacte l'amiral Lacoste, sur les conseils de Charles Hernu et avec l'aval du Président de la République⁴². Car François Mitterrand n'a pas officiellement déchargé son ami de la gestion des services de renseignement ; les conseillers élyséens continuent d'ailleurs de s'en référer à Grossouvre

et, désormais, au général Saulnier. Le chef de l'État ne clarifiera jamais la répartition des rôles.

Après sa nomination, l'amiral Lacoste rend visite à l'incontournable François de Grossouvre⁴³. L'homme tente d'ailleurs de conserver son pouvoir et organise des déjeuners mensuels avec Joseph Franceschi, l'Amiral Lacoste et Yves Bonnet afin de les rapprocher⁴⁴ : « *on était censé coordonner l'activité des services* » s'amuse Yves Bonnet⁴⁵ qui poursuit, « *c'était un entremetteur gentil* » mais inefficace. Dans le même esprit, l'amiral Lacoste commente : « *j'ai vite compris qu'il n'était pas le meilleur interlocuteur pour traiter sérieusement des affaires gouvernementales — après quoi je me suis tourné vers d'autres correspondants. Il avait un côté mystérieux et naïf.* »⁴⁶

Grossouvre victime d'une entreprise de marginalisation (1982-juillet 1985)

Face à l'activisme constant de Grossouvre, la riposte s'organise à l'Élysée et dans les ministères ; Michel Charasse explique : « *très rapidement après notre arrivée à l'Élysée en 1981, François de Grossouvre s'est mis à dérailler complètement [...]. On savait que le Président l'aimait bien [...] mais on s'est mis à s'en méfier [...]. Il prenait beaucoup d'initiatives, notamment dans le domaine international, au Moyen-Orient... sans avoir l'aval du Président.* »⁴⁷

À titre d'exemple, les innombrables notes que François de Grossouvre faisait parvenir au Président pour rendre compte de ses nombreuses acti-

39. Pierre Marion, *op. cit.*, p. 183-4, évoque son audition par le général Saulnier. Jean Guisnel et Roger Faligot, *Histoire secrète... op. cit.*, affirment que la demande d'enquête a procédé de François de Grossouvre, p. 175 ; néanmoins, le conseiller semble être exclu de celle-ci.

40. In Alain Hamon et Jean-Charles Marchand, *Dossier P... comme police*, Paris, Alain Moreau, 1984, p. 380.

41. A ce titre, Maurice Grimaud, entretien précité, affirme que François de Grossouvre a fortement influencé la décision de François Mitterrand de procéder au remplacement de Marcel Chalet à la tête de la DST en novembre 1982. Frédéric Laurent, entretien précité, reconnaît également qu'après le départ de Marion, il semblerait que Grossouvre n'ait eu aucune influence dans la prise de décision élyséenne en matière de renseignement.

42. Cf. Pierre Lacoste (amiral) et Alain-Gilles Minella, *Un amiral au secret*, Paris, Flammarion, 1997, p. 19 : « *j'ai alors en ligne François de*

Grossouvre qui me demande de venir le voir au plus tôt. Là, il me dit que le Président souhaite que je prenne la direction de la DGSE. »

43. Anecdote rapportée par Frédéric Laurent (entretien précité). Présence récurrente de l'amiral Lacoste confirmée par Pierre d'Alancçon (entretien précité) et par l'amiral lui-même (conversations informelles et *op. cit.*, p. 133).

44. In Yves Bonnet, *Mémoires d'un patron de la DST*, Paris, Calmann-Lévy, 2000. Egalement mentionné in Roger Faligot et Rémi Kauffer, *op. cit.*, p. 388.

45. Entretien précité.

46. *Op. cit.*, p. 133.

47. Entretien précité. Confirmé par Serge July, in *Les années Mitterrand : histoire baroque d'une normalisation inachevée*, Paris, Grasset, 1986, p. 198.

vités et de ses points de vue ⁴⁸ n'ont plus guère d'impact : le chef de l'État, « bombardé » ⁴⁹ de notes, répercutait celles-ci sur la cellule diplomatique afin qu'Hubert Védrine veille à ce que l'activité de François de Grossouvre ne grève pas la ligne diplomatique du pays. Selon des propos d'Hubert Védrine rapportés par Jean Musitelli, cette tâche consistait à « tenir à l'œil un certain nombre de personnes qui sont des électrons libres, des organisateurs de chaos » ⁵⁰, au premier rang desquels figurait Grossouvre. Le Président avait donc dépouillé son ami de toute crédibilité dès 1983-84. En sus, le « ministre de la vie privée » du Président trouve en Gilles Ménage un formidable et très compétent rival pour les affaires de renseignement, un véritable technicien doté de la confiance présidentielle ⁵¹.

Enfin, François de Grossouvre se heurte à Pierre Joxe qui ne conçoit l'exercice des responsabilités étatiques que dans un cadre administratif clair et affiche comme « priorité d'en finir [...] avec les services parallèles qu'affectionnait tant le Président de la République » ⁵². La mutation de Gilles Kaehlin consiste en une première étape dans le travail de sappe de l'influence de Grossouvre ⁵³. Par la suite, il s'agit pour le ministre de marginaliser Grossouvre en le privant de sa capacité d'influence et de son rôle d'interface en matière de renseignement. Pierre Joxe revient sur cette manœuvre : « je n'ai pas à proprement parler convaincu François Mitterrand d'écarter Grossouvre, mais je lui ai dit que Grossouvre me cassait les pieds et j'ai précisé

à Grossouvre qu'il ne serait jamais mon intermédiaire avec Mitterrand [...]. Cela n'a pas duré. Donc on peut dire que Mitterrand l'a écarté de moi fonctionnellement. Pour le reste, j'étais en bons termes avec Grossouvre, mais uniquement à la chasse. » ⁵⁴

Pierre d'Alançon relate également cet événement : « je me souviens [...] que, peu de temps avant sa démission, François de Grossouvre et Pierre Joxe s'affrontent, le Ministre de l'Intérieur estimant que le conseiller du Président empiète sur son domaine. L'affaire est suffisamment importante pour que Pierre Joxe demande clairement au Président qui est le véritable Ministre de l'Intérieur, lui ou François de Grossouvre. Le Chef de l'État doit alors confirmer le ministre dans ses fonctions. » ⁵⁵ Et l'ancien conseiller de François de Grossouvre d'ajouter : « pour moi, c'est le facteur déclenchant du départ » ⁵⁶ du conseiller présidentiel.

Mais, Pierre d'Alançon évoque un des « facteurs déclenchants », car il s'agit de l'aboutissement d'un long processus de marginalisation de François de Grossouvre ; nous l'avons signalé, l'influence du conseiller décline au point de devenir marginale en 1984. Cette marginalisation s'est accentuée au fil des changements ministériels. En effet, si « dans la première période tout va bien [car Charles Hernu, Gaston Defferre, Joseph Franceschi et Claude Cheysson] voient en François de Grossouvre un ami » ⁵⁷ et acceptent ses velléités interventionnistes, le remplacement de Gaston Defferre par Pierre Joxe en juillet 1984 modifie profondément

48. Entretien précité avec Pierre d'Alançon. Cf. également le texte inédit de Pierre d'Alançon : « François de Grossouvre [...] intervient dans des domaines aussi divers que : la santé, l'audiovisuel, l'agriculture, les relations avec des personnalités de l'opposition, avec les dirigeants de la Résistance, de l'Épiscopat, de l'Ordre de Malte [...], les Chefs de la Maison de Bourbon... ». A la décharge de François de Grossouvre, citons les propos d'un conseiller élyséen (in Christine Fauvet-Mycia, *Les éminences grises*, Paris, Pierre Belfond, 1988, p.100) : le poste de chargé de mission auprès du Président de la République est « idéal. Il vous autorise à intervenir sur tout et n'importe quoi ».

49. Selon les propos de Jean Musitelli, entretien du 26 mai 2008.

50. Informations et propos fournis par Jean Musitelli, entretien précité.

51. « Ménage qui le détestait, et c'était réciproque » commente Yves Bonnet, entretien précité. Confirmé par Pierre d'Alançon, entretien précité. Remplacement également suggéré in Christine Fauvet-Mycia, *op. cit.*, p. 170.

52. Yves Bertrand, *op. cit.* Confirmé par Pierre Joxe à l'occasion des trois entretiens qu'il nous a accordés.

53. Mutation ardemment désirée par Gilles Ménage cf. *L'œil du pouvoir I, Les affaires de l'État, 1981-1986*, Paris, Fayard, 1999, 877 p. Grossouvre avait alors reporté son attention sur le sulfureux Paul Barril qu'il convoquait fréquemment et secrètement à l'Élysée (Pierre d'Alançon, entretien précité).

54. Questionnaire du 15 novembre 2007. Le ministre revient sur l'épisode dans l'un de ses ouvrages : « un moment, Grossouvre a voulu s'occuper de contre-espionnage, il a fallu que je me fâche. Mais tout cela n'a pas été vraiment un problème » in *A propos de la France, Itinéraires I*, Paris, Flammarion, 1998, p. 203.

55. In Pierre d'Alançon, *Mémoires de François de Grossouvre*, extraits inédits, 5 p. Le Ministre de l'Intérieur situe néanmoins cet épisode en 1984 et non en 1985 (entretien du 18 novembre 2009).

56. Entretien précité.

57. Pierre d'Alançon, entretien précité.

ment l'équilibre instauré. « *Joxe, très rapidement, n'a pas souhaité que François de Grossouvre intervienne au quotidien [...], il a commencé à essayer de verrouiller ses conseillers, [...] à mettre des bâtons dans les roues de Grossouvre* »⁵⁸, jusqu'à l'épisode précité de juin 1985.

Entre temps, Roland Dumas remplace Claude Cheysson en décembre 1984 ; si « *Dumas et Grossouvre étaient très amis dans le passé [...] Dumas, très vite, a essayé de dire que ce que faisait Grossouvre ne lui convenait pas* »⁵⁹. L'équipe Hernu formule le même jugement : François Cailleteau demeure persuadé que François Mitterrand conservait auprès de lui un ami dénué de tout pouvoir⁶⁰ ; François Heisbourg, le général Heinrich ou Jean-François Dubos appuient cette analyse⁶¹.

Dès lors, la marginalisation de Grossouvre est achevée : privé de moyens d'information et d'action, le conseiller élyséen doit se replier sur ses contacts internationaux (nombreux) et s'emparer de dossiers selon les humeurs, en dehors de toute commande ou volonté présidentielle. En somme, « *son rôle de confident a pris le pas sur son rôle de conseiller* »⁶².

La disgrâce (juillet 1985-1994)

Le 1^{er} juillet 1985, François de Grossouvre quitte officiellement le Palais de l'Élysée, privé de toute influence tant sur le Président que sur les ministres ou les Services ; en apparence pourtant, rien ne

change : il conserve un bureau, un secrétariat⁶³, une voiture de fonction, son appartement du Quai Branly, et ses habitudes (tous les soirs, à 19 heures, l'homme marche en compagnie de François Mitterrand puis l'accompagne quai Branly, chez Mazarine⁶⁴). Pourtant, il connaît progressivement la disgrâce dans l'univers mitterrandien ; lui qui pénètre dans le bureau du Président lorsqu'il le désirait doit désormais s'adresser au secrétariat et patienter des heures durant pour obtenir une « audience présidentielle »⁶⁵.

En matière de renseignement, l'homme se trouve dépourvu de tout pouvoir ; François Mitterrand aurait même précisé à Claude Silberzahn que François de Grossouvre était définitivement hors des circuits officiels⁶⁶. Le caractère officiel de la mise au point ne souffre pas de contestation ; le Président de la République a en cela rompu avec ses pratiques antérieures. Le seul titre dont jouira désormais Grossouvre est celui de Président du comité des chasses présidentielles.

Par ailleurs, ses relations financières⁶⁷, journalistiques et juridiques⁶⁸ inquiètent l'entourage élyséen qui cherche à l'éloigner le plus possible du Président de la République ; l'homme souffre de cette situation ; Hubert Védrine qualifie le parrain de Mazarine de « *vieux compagnon devenu amer et dépressif* »⁶⁹. Son état de santé se dégrade à la même vitesse que sa mise à l'écart de l'entourage présidentiel. Michel Charasse évoque « *la dégradation physique que ressent François de Grossouvre*

58. Pierre d'Alançon, entretien précité.

59. Pierre d'Alançon, entretien précité.

60. Entretien du 11 septembre 2007.

61. Entretiens précités. Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *op. cit.*, p. 522 et suivantes, apportent d'autres témoignages similaires dont celui de Jean-Louis Bianco...

62. In Roger Faligot et Rémi Kauffer, *op. cit.*, p. 399.

63. Notons toutefois qu'au départ de Pierre d'Alançon en avril 1986, personne ne remplaça ce dernier ; signe sans doute que la fortune de Grossouvre à l'Élysée avait changé.

64. Confirmé par Pascal Krop, *op. cit.* et par Pierre d'Alançon, entretien précité.

65. Épisode rapporté par le docteur Gubler, *op. cit.* ; confirmé par Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *op. cit.*, p. 522 et suivantes.

66. Claude Silberzahn, *Au Cœur du secret. 1500 jours aux commandes de la DGE. 1989-1993*, Paris, Fayard, 1995, p. 21. Confirmé

par l'amiral Lanxade, entretien du 17 juin 2008 ou par le général Quesnot, entretien précité : selon ce dernier, François de Grossouvre continuait d'« *interférer sur certains dossiers libanais* », mais en dehors de la surveillance de Mazarine, le conseiller tombe en disgrâce malgré l'ancienne « *complicité objective* » avec le Président.

67. Entretien du 25 septembre 2007 avec Jacques Fournet, confirmé par François Heisbourg, entretien précité, Claude Silberzahn, entretien du 3 décembre 2009 et Gilles Ménage lors d'une conversation informelle.

68. Sur ce point, cf. Edwy Plenel, *Le journaliste et le Président*, *op. cit.*, p. 432-37.

69. In Hubert Védrine, *François Mitterrand. Un dessein, un destin*, Paris, Découvertes Gallimard Histoire, Gallimard, 2005, p. 110. L'amiral Lacoste, se souvient d'avoir entendu l'homme dire : « *quand je pense que j'ai donné trente-cinq ans de ma vie à cet homme !* », *op. cit.*, p. 133.

dans les dernières semaines de sa vie. Il disait de lui-même : « Je fais de la démence sénile ! » ; pour appuyer son assertion, l'ancien ministre rapporte un propos de son ancien ami : « à la chasse je rate tout » alors que c'était, nous confie Michel Charasse, « peut être le meilleur tireur [...] que j'aie jamais vu »⁷⁰.

Le 7 avril 1994, vers dix-neuf heures, François Durand de Grossouvre se suicide dans son bureau élyséen aux lourdes portes capitonnées qui amortissent le bruit de la détonation⁷¹. Le général Quesnot, alors chef d'état-major particulier du Président, justifie ce suicide par la souffrance de la défaveur et le vieillissement⁷².

Lors des obsèques qui ont lieu le 13 avril, la famille Grossouvre marquera ostensiblement son hostilité à François Mitterrand⁷³ qui avait laissé

somber l'homme dans la disgrâce et, par le fait, la dépression.

François de Grossouvre incarne parfaitement cette figure du vieil ami, du confident et de l'homme de confiance que les Présidents de la République ont amené auprès d'eux à l'Élysée et ont honoré du titre de « chargé de mission ». Mais, dans l'exercice du pouvoir, l'embarras suscité par leurs activités brouillonnes se révèle rapidement supérieur au bénéfice de leur présence. Toutefois, ils demeurent à l'Élysée, influents ou non, écoutés ou non, comme témoignage du passé, survivance d'une période de conquête du pouvoir. Ils constituent autant de preuves de ce que l'exercice du pouvoir n'est pas entièrement routinisé, bureaucratisé et laisse une large part aux sentiments. F. V.

La médiocrité en histoire de la bureaucratie

par Guy Thuillier

Comment évoquer la médiocrité en histoire de la bureaucratie ? Et qu'est-ce qu'un historien médiocre ? Quelles sont les formes de la médiocrité ? Il n'est pas facile de répondre à de telles questions¹ ; la *coutume*, en histoire, ne tolère pas qu'on parle de la médiocrité. Et pourtant c'est un outil d'analyse précieux, et chacun sait bien qu'il y a beaucoup d'historiens médiocres². Nous voudrions, avec prudence, faire quelques propositions sur les sources de la médiocrité en histoire de la bureaucratie et sur ses conséquences.

On a beaucoup de mal à parler de la médiocrité, ce n'est pas la *tradition* en histoire : il faut bien voir les obstacles.

Premier obstacle : il est difficile de porter un jugement de médiocrité ; on a nécessairement des préjugés, des préventions, on possède une expérience de l'histoire de la bureaucratie qui peut dater (c'est parfois un « conflit de générations »), on a une doctrine, des principes qui ont pris de l'âge (on ne comprend plus les jeunes) ; dès qu'on porte un jugement de médiocrité, on doit se méfier de soi-même et bien vérifier les arguments qu'on utilise à l'appui de ce jugement.

Deuxième obstacle : la médiocrité, c'est aussi le jugement que portera l'historien dans 30 ou 40 ans, au titre de l'obsolescence ; un travail jugé neuf et brillant en 2010 paraîtra « probablement » sans

70. Entretien précité.

71. In Claude Gubler et Michel Gonod, *op. cit.*, p.86.

72. Entretien précité.

73. Confirmé par Pascal Krop, *Silence, on tue : crimes et mensonges à l'Élysée*, Paris, Flammarion, 2001, 223p.

1. Dans *L'histoire entre le rêve et la raison* (1999) nous avons donné quelques pages sur la médiocrité de l'historien p. 496-504, qui sont

assez sévères, mais incitent à la prudence (« On ne doit porter le jugement de médiocrité qu'avec de bonnes preuves, certaines, étayées, sur des textes »).

2. On a l'expérience des jurys de thèse, on connaît bien les travaux de la discipline, et on a souvent, par force, beaucoup de liens avec des historiens médiocres, car souvent l'historien médiocre « qui fait du zèle et a de l'ambition, tend à se mettre sur le devant de la scène », *ibidem*, p.503.